

Vous avez dit populaire ?

« C'est tous ensemble (...), éducateurs du peuple, que, parmi le peuple, dans la lutte du peuple, nous réaliserons l'École du peuple (1). » écrivait Freinet en 1945. Qu'est donc devenu ce peuple évoqué par Freinet ? Aux côtés de quelles organisations pouvons-nous lutter aujourd'hui pour réaliser cette école populaire ?

« Masse de ceux qui ne jouissent d'aucun privilège et ne vivent que de leur travail par opposition aux classes possédantes, à la bourgeoisie, etc. (2) » ou « Ensemble des citoyens modestes par opposition aux catégories privilégiées par la naissance, la culture ou la fortune (3). » Ces deux définitions ont le mérite de situer les enjeux de notre réflexion et de notre combat pour l'école populaire.

La disparition des classes sociales ne s'est pas produite. Des modifications importantes sont toutefois survenues. Sur 25 millions d'actifs, moins de 700 000 agriculteurs, plus de 7 millions d'ouvriers. Le nombre d'employés (près de 8 millions) dépasse aujourd'hui celui des ouvriers même si la tendance se ralentit. Les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires (les fameuses « classes moyennes ») sont passées de 3 millions en 1962 à plus de 8 millions. Toutefois, les catégories les plus défavorisées (ouvriers plus employés) représentent encore plus de la moitié (56,8 %) des actifs soit près de 15 millions de salariés (4). Avec 900 000 chômeurs de ces catégories et 3,5 millions de personnes touchant les minima sociaux, 19 à 20 millions de personnes composent aujourd'hui les catégories populaires.

Un nouveau peuple est apparu : « (...) le peuple salarial subalterne (...) masse de salariés exclus de toute délégation de commandements, les moins instruits aussi et les moins payés formant le salariat d'exécution (5). » Cette catégorie, la plus internationalisée, poursuit sa féminisation. Sa partie ouvrière, étant la moins scolarisée et la moins certifiée, subit de plein fouet le chômage. De plus, la part des bas salaires augmente, dépassant les 15 %. Les inégalités se creusent : en six ans les revenus des 10 % des ménages les plus riches ont augmenté de 0,9 % alors que les revenus des 10 % des ménages les plus pauvres ont diminué de 2,7 % (6) !

C'est surtout à l'intérieur même du monde ouvrier que des changements fondamentaux se sont opérés au cours des vingt dernières années. « D'un côté les grandes usines ont cédé la place à des lieux de regroupement du travail de conception, de concentration de la matière grise, employant des salariés à niveau scolaire élevé et à fort potentiel, tout en conservant un important noyau d'ouvriers. De l'autre, de petites unités de production qui fabriquent des sous-ensembles, peuplés de travailleurs jeunes, payés au Smic, souvent dotés de titres scolaires, exposés à une très forte précarité (intérim, CDD) (7). »

« Ainsi, (...) deux types de population ouvrière coexistent : d'un côté des opérateurs de PME (smicards, jeunes, taillables et corvéables à merci, non syndiqués) ; de l'autre, des ouvriers de grande usine « ouvriérisés » de longue date, bénéficiant d'une forme de protection sociale notamment grâce à la présence de délégués syndicaux dans les ateliers (8). »

La culture ouvrière, profondément politisée, construite à travers les luttes et les résistances, permettait de conserver et d'affirmer un minimum d'estime de soi. Tout est fait, dans les nouvelles PME, pour empêcher rencontre, sociabilité et intérêts communs. La coupure entre les générations a gêné la transmission de l'héritage ouvrier qui avait permis l'acquisition et la consolidation des droits sociaux. Un film récent en fournit une bonne illustration (9).

Les jeunes, passés par le système scolaire, ressentent amèrement leur échec scolaire et leur relégation dans des emplois sans espoir de progression. D'où un rejet des valeurs de l'école et au-delà de celles des enseignants.

Répondre aux aspirations de couches populaires si diversifiées n'est donc pas simple.

Conséquence de ces transformations, la sociologie syndicale et politique s'est également considérablement modifiée.

L'effondrement du taux de syndicalisation durant les trente dernières années (moins de 12 % aujourd'hui) (10) limite l'espoir de trouver au sein des syndicats un lieu de réflexion pertinent sur l'école. Quant aux partis politiques (PCF, PS, les Verts), le décalage entre leur composition sociologique et les couches qu'ils sont censés représenter est criant. Les adhérents issus des milieux populaires diminuent (6 % contre 10 % il y a treize ans au PS, 31 % contre 47 % il y a vingt ans au PCF, 15 % d'ouvriers et employés chez les Verts soit moins encore qu'au PS avec 21 %). Dans ces partis affaiblis numériquement, la moyenne d'âge est élevée (55 ans au PS, 49 ans au PCF et 47 ans pour les Verts) et leur recrutement chez les jeunes semble se tarir (11). On peut donc facilement imaginer leurs difficultés à prendre en compte et à représenter les aspirations des couches populaires.

Nous devons être conscients de ces évolutions pour construire une réflexion ancrée sur la réalité sociale et conduire des luttes, sur le terrain de l'école, avec des partenaires extérieurs au monde de l'éducation.

Jean-Marie Fouquier

(1) Célestin Freinet, op. cité.

(2) Dictionnaire Larousse, 1997.

(3) Dictionnaire Hachette, 1998.

(4) *Données sociales. La Société française*, p. 104, INSEE, 1999 ; Politis la revue n° 4 p. 40, 3^e trimestre 1993.

(5) Michel Verret, *Statistiques de classe*, Politis la revue n° 4, 3^e trimestre 1993.

(6) Alain Lebaube, *Le SMIC a trente ans, mais a pris un coup de vieux*, *Le Monde Économie*, 18 janvier 2000.

(7) Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Les Ouvriers après la classe ouvrière, Alternatives économiques*, janvier 2000 - *Retour sur la condition ouvrière*, Fayard, 1999.

(8) Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Des ouvriers sans classe. Cette casse délibérée des solidarités militantes*, *Le Monde diplomatique*, janvier 2000.

(9) Laurent Cantet, *Ressources humaines*, film français, 1999.

(10) *Données sociales. La Société française* p. 192-193, INSEE, 1999

(11) Jérôme Jaffré, *Un décalage sociologique croissant entre les partis de gauche et la société*, *Le Monde*, 15 janvier 2000.